ALGÉRIE-ÉTATS-UNIS

Des relations ambivalentes

A la lecture du dernier message envoyé par le président algérien à son homologue américain, les relations algéro- américaines peuvent paraître idylliques. Le tableau est pourtant loin d'être parfait. L'Algérie et les Etats-Unis ont, tour à tour, soufflé le chaud et le froid avec des lunes de miel entrecoupées de périodes de crises.

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - Dans son dernier message envoyé à Bouteflika, Barack Obama, ne faisant aucune allusion aux sujets qui fâchent, s'est contenté d'exprimer sa volonté de travailler «dans un esprit de paix et d'amitié pour bâtir un monde plus sûr» ; ajoutant : «Je vous remercie pour votre message de félicitations à l'occasion de mon investiture. J'apprécie vos paroles d'encouragement au moment où je prends les fonctions et les responsabilités de président des Etats-Unis d'Amérique. J'ai hâte de travailler avec vous dans un esprit de paix et d'amitié pour bâtir un monde plus sûr au cours des quatre prochaines années.»

Un message aux relents très diplomatiques qui ne rappelle en rien les différentes crises qui ont caractérisé les relations entre les deux pays.

En 2006, Bouteflika, rompant la «trêve», s'en est pris de manière virulente au pays de l'Oncle Sam. De retour de La Havane où il a pris part au XIVe Sommet des pays non-alignés, il avait proféré des accusations à peine voilées à l'encontre des Etats-Unis. «Au Moyen-Orient, la situation reste, à maints égards, explosive, alors que les Etats-Unis d'Amérique s'entêtent à vouloir imposer, contre vents et marées, leur projet du Nouveau Moyen-Orient.

Le Liban, perçu après le retrait forcé de la Syrie comme le maillon faible devant ouvrir la voie à la mise en œuvre de ce projet, a été soumis, pendant plus d'un mois, à une terrible guerre d'agression menée, par procuration, par Israël», avait-il dit dans un entretien accordé à l'APS et au cours duquel il avait estimé que les Etats-Unis faisaient un usage abusif des notions de terrorisme international et de prolifération des armes de destruction massive.

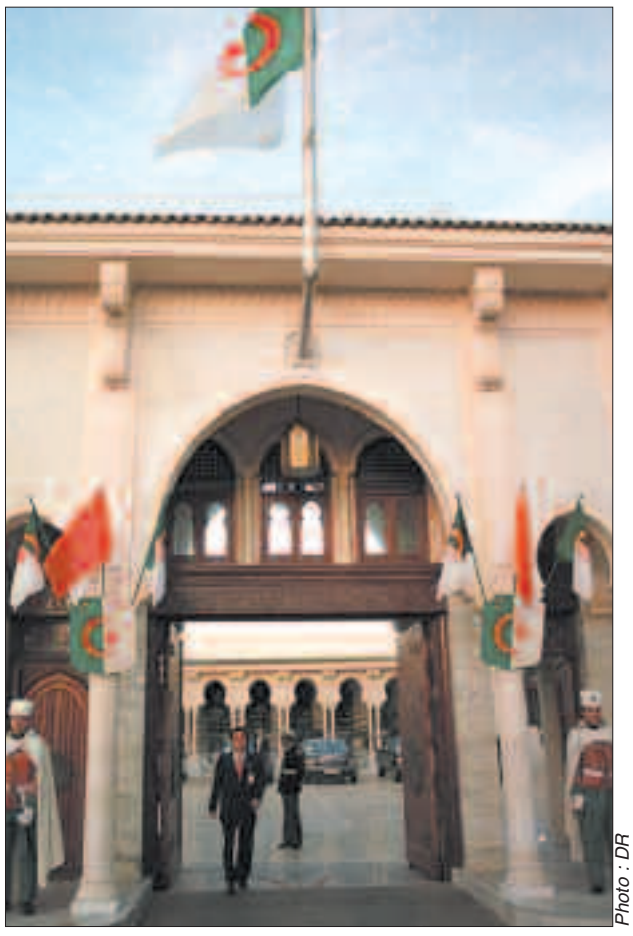

Photo : DR

Les rapports entre Alger et Washington ont été caractérisés par des périodes de crises.

«Ces deux notions sont aujourd'hui largement galvaudées et présentées comme alibi pour justifier la légitimation des interventions étrangères et des agressions les plus flagrantes, l'occupation étrangère, les atteintes à la souveraineté nationale et à l'intégrité territoriale et la remise en cause du droit des peuples à l'autodétermination.»

Après cet épisode, les rapports algéro-américains ont connu un pic de tension rarement enregistré. L'ambassade américaine à Alger avait, à l'époque, diffusé un communiqué officiel dans lequel elle faisait état de la probabilité de la survenue d'attentats à Alger.

Le chargé d'affaires de l'ambassade des Etats-Unis à Alger avait été convoqué au ministère des Affaires étrangères après l'émission de cet avertissement.

De manière très officielle, l'Algérie avait fait savoir à la partie américaine «l'obligation du respect scrupuleux de la souveraineté du pays d'accréditation et du principe de non-ingérence dans ses affaires intérieures», estimant que «l'avertissement diffusé par l'ambassade américaine était fantaisiste et inacceptable.

Des initiatives intempestives de ce genre sont contre-productives et irresponsables au regard des exigences de la coopération dans la lutte anti-terroriste conformément au droit international et aux pratiques bien établies en matière de coordination entre organismes compétents».

A peine cette crise était-elle réglée qu'une autre polémique éclatait. A l'origine de cette dernière, le rappel à l'ordre du ministre de l'Intérieur qui voyait d'un très mauvais œil les contacts entre l'ambassade et les ONG algériennes. Il a fini par rappeler à l'ordre les diplomates américains avant d'envoyer une missive aux syndicats leur interdisant de répondre aux invitations de l'ambassade américaine à Alger.

Auparavant, l'adoption de la loi sur les hydrocarbures avait donné lieu à des commentaires assimilés à de véritables pressions. L'enjeu énergétique n'étant plus un secret pour personne, les Etats-Unis ont usé de leur influence pour peser sur la décision algérienne au moment de l'adoption de ladite loi.

La liste des crises est longue et résume à elle seule l'ambivalence des relations algéro-américaines.

N. I.

AZZEDDINE MIHOUBI AUX RESPONSABLES DE L'APS :

«Faites de la campagne électorale un axe essentiel de production !»

Lors d'une visite effectuée hier à Constantine où il a inspecté le nouveau siège de la direction régionale de l'Agence presse service (APS), le secrétaire d'Etat chargé de la communication, M. Azzeddine Mihoubi, a exhorté les responsables de cette institution à faire de la campagne électorale un axe essentiel de production dans les jours à venir et à couvrir le maximum des activités de la campagne électorale pour la présidentielle d'avril prochain. Ceci de manière à assurer à cet évènement «majeur» une présence médiatique permanente.

Une couverture qui devrait toucher, selon le représentant du gouvernement, toutes les activités des partis politiques, de la société civile et de tous les acteurs de la campagne visant en premier lieu à «sensibiliser» les citoyens à aller voter.

Dans le même sillage, M. Mihoubi a recommandé aux journalistes de l'APS de diversifier leurs produits pour permettre à l'agence d'améliorer la qualité de ses prestations et, de ce fait, augmenter le nombre des abonnés parmi les médias, les entreprises économiques et les établissements administratifs. En un mot, de s'imposer comme un «partenaire incontournable» sur la scène médiatique.

«La réalisation de cet objectif passe impérativement par le développement de son outil de travail, notamment en matière de numérisation et de maîtrise des nouvelles technologies de l'information et de la communication et aussi de la formation d'une nouvelle génération de journalistes», dira-t-il. Il ajoutera que son département œuvre dans le cadre de l'action gouvernementale pour réussir un tel bond qualitatif. Et d'indiquer que le «comité de numérisation stratégique», nouvellement installé par le gouvernement et se composant des représentants de plusieurs ministères, dont la première réunion se tiendra samedi prochain, renseigne bien sur cette volonté de modernisation. «C'est un comité qui a pour mission la conception d'une stratégie sur le moyen et long terme permettant à l'Algérie de prendre position au sein de la communauté numérique. Son plan d'action, qui s'inscrit dans une démarche graduelle, s'étalera ainsi sur une période de dix ans. Un plan qui déterminera la méthode de transiter à partir des systèmes analogiques dépassés par le temps vers les systèmes numériques qui répondent aux besoins modernistes du pays et ce, en adoptant un modèle propre à nos spécificités à l'instar de ce qui a été entrepris en Corée, en Chine et dans d'autres pays européens. Le secteur de l'information ne dérogera certainement pas à cette démarche, et nous allons engager, dans une première étape, nos médias qui sont en mesure de l'exécuter», annoncera-t-il en considérant que «la numérisation est un label de modernisation».

Photo : Samir Sid

Azzedine Mihoubi, secrétaire d'État chargé de la Communication.

M. Mihoubi a ensuite pris la route vers la wilaya de Mila pour donner le coup d'envoi des activités de la nouvelle radio locale, la 43e du genre. Il affirmera que son département achèvera, fin 2009, le projet entamé par son prédécesseur portant réalisation d'une radio par wilaya.

«S'agissant des chaînes télévisées, nous préférons aller doucement mais sûrement et nous donnerons du temps aux projets qui nécessitent encore des études approfondies. C'est-à-dire, nous ne mettrons pas tous les projets dans le même sac mais nous lancerons toute chaîne dont le dossier est ficelé sur les plans matériel, humain et même documentaire», conclura-t-il.

L. H